

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 Bourges

Bourges, le 22/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AXEREAL**

36 rue de la Manufacture  
CS 40639  
45160 Olivet

Références : /  
Code AIOT : 0010001952

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2024 dans l'établissement AXEREAL implanté avenue de la Gare 18190 Châteauneuf-sur-Cher. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEREAL
- avenue de la Gare 18190 Châteauneuf-sur-Cher
- Code AIOT : 0010001952
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de l'établissement AXEREAL sur la commune de Châteauneuf sur Cher sont

réglementées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 20/12/1974 ; modifié notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26/03/2007 prescrivant des mesures de réduction du risque . L'installation est notamment soumise à autorisation au titre de la rubrique 2160 (silos de stockage de céréales) de la nomenclature des installations classées.

### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 11.2	Demande d'action corrective	2 mois
3	entretien et maintenance	Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	nettoyage des silos	Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 22	Demande d'action corrective	2 mois
8	moyens de lutte contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*articles s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	permis de feu	Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 12	Sans objet
4	appareils de manutention	Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 17.1	Sans objet
5	système d'aspiration et de filtration	Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 17.2	Sans objet
6	surveillance et formation	Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 21	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 11.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie/explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les silos sont efficacement protégés contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles suivant les normes en vigueur. [...] Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement dans son rapport de contrôle les non conformités relevées. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine. [...]
<b>Constats :</b>  Documents consultés : <ul style="list-style-type: none"><li>- rapport de vérification des installations électriques au titre de la réglementation ICPE établi le 17/01/2023 par la société DEKRA, transmis par courriel du 05/01/2024;</li><li>- rapport de vérification des installations électriques au titre du code du travail établi le 17/01/2023 par la société DEKRA, transmis par courriel du 11/01/2024;</li><li>- compte rendu de vérification périodique Q18 établi par la société DEKRA le 27/09/2023, transmis par courriel du 05/01/2024.</li></ul> Le premier rapport susvisé ne relève aucun écart.  Le second rapport relève 4 écarts (qui ne portent pas sur les silos) ainsi que plusieurs limites de vérification qui ont empêché l'organisme de vérifier plusieurs installations dont les matériels électriques situés en zone à risques d'explosion.  Le compte rendu Q18 conclut à l'absence de risque d'incendie ou d'explosion de l'installation électrique. Toutefois, le compte rendu relève que, du fait de l'absence d'accompagnateur habilité et de données incomplètes ou non communiquées, deux points n'ont pas pu être vérifiés : <ul style="list-style-type: none"><li>- dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel;</li><li>- inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risque d'incendie</li></ul>

<p>et/ou zones à risques d'explosion.</p> <p>L'exploitant n'a pas pris les dispositions nécessaires pour que l'organisme puisse procéder à l'ensemble des vérifications réglementaires.</p> <p>L'exploitant précise avoir programmé au premier semestre 2024 des formations visant à habilitier le personnel du site afin qu'il puisse donner un accès suffisant à l'organisme.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre des rapports de vérification des installations électriques des silos, ainsi que le compte rendu Q18 associé, ne présentant aucune limitation du champ de la vérification effectuée par l'organisme.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2mois</p>

## N° 2 : permis de feu

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie/explosion</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une consigne relative aux modalités d'exécution des travaux et à leur sécurité est établie et respectée.</p> <p>En outre, dans le cas d'intervention sur des barrières de sécurité techniques, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en préalable aux travaux, que ceux-ci, en tenant compte de l'efficacité des mesures compensatoires prévues, n'affectent pas la sécurité des installations ;</li> <li>- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.</li> </ul> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.</p> <p>Le permis de feu doit être signé par l'exploitant, et par le personnel devant exécuter les travaux après avoir inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat.</p> <p>Il y est mentionné explicitement que le personnel effectuant les travaux, a bien pris connaissance des consignes de sécurité définies dans le 1er alinéa du présent article.</p> <p>Le permis de feu (ou la consigne associée) rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu ;</li> <li>- la durée de validité ;</li> <li>- la nature des dangers ;</li> <li>- les précautions particulières en fonction du type de matériel utilisé ;</li> <li>- les mesures de prévention à prendre et notamment le nettoyage de la zone dans un périmètre suffisant, l'arrêt des installations (manutention, aspiration...), la signalétique ;</li> <li>- les consignes de surveillance et de fin de travaux dont la fréquence et la durée sont fixées par l'exploitant etc...</li> <li>- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple la</li> </ul>

proximité d'un extincteur adapté au risque, l'utilisation de bâches ignifugées, ainsi que les moyens d'alerte.[...]
<b>Constats :</b>  Documents consultés : consigne de permis de feu avec trame de permis de feu, transmise par courriel du 05/01/2024; permis de feu du 20/09/2023 relatif aux travaux de réparation d'une fuite de l'aspiration de poussière sur l'élévateur E1. Les documents contiennent les informations attendues.  Pas d'écart constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : entretien et maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie/explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dépoussiéreurs et les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteur à chaîne, transporteur à bande, transporteur pneumatique) doivent respecter les prescriptions de l'article 11 du présent arrêté. Ils sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières et à éviter les dépôts de poussières. Les organes mobiles (notamment ceux de la manutention) sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés et vérifiés périodiquement pour éviter tout risque d'échauffement. Les détecteurs de dysfonctionnement des manutentions définis ci-après font également l'objet de contrôles périodiques. En outre, l'exploitant établit un programme d'entretien adapté aux installations et à leur mode de fonctionnement, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par une personne compétente et formée à ces tâches. L'exploitant enregistre les travaux réalisés en application de ce programme.
<b>Constats :</b>  Documents consultés : fiche de ronde mensuelle du 12/01/2024; devis du 6 au 13/01/2024 de la SARL CHAUMEAU; autorisation de travaux et d'accès à la SARL CHAUMEAU du 8 au 12/01/2024. L'exploitant explique qu'il procède chaque mois à un ensemble de vérifications qui portent notamment sur certains dispositifs de sécurité des appareils de manutention des silos. La fiche de ronde mentionne ce point mais sans préciser les dispositifs et appareils concernés. Une fois par an, un prestataire réalise l'ensemble des tests de fonctionnement des dispositifs de sécurité des silos et procède, si nécessaire, à des opérations de maintenance curative. La dernière vérification date de janvier 2024.  L'inspection relève que le devis susvisé ne mentionne pas le contrôle des détecteurs de bourrage (système optique) alors que l'exploitant indique ne pas être en mesure de faire procéder à un test du dispositif lors de la visite.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il réalise périodiquement une vérification des dispositifs de sécurité des appareils de manutention des silos.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit justifier qu'il procède à des vérifications périodiques des dispositifs de sécurité des appareils de manutention des silos cités à l'article 17.1 de l'arrêté préfectoral du 26/03/2007. En particulier, les fiches de rondes mensuelles doivent être plus détaillées et l'exploitant doit disposer d'un compte rendu détaillé de toutes les vérifications annuelles du prestataire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

#### N° 4 : appareils de manutention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 17.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie/explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> Les roulements et paliers des arbres d'entraînement des élévateurs sont disposés à l'extérieur des gaines.  Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :  Équipements / Dispositifs de sécurité 1/ Transporteurs à bandes / Détecteur de surintensité moteur+Contrôleur de rotation+Contrôleurs de déport de bandes+Bandes non propagatrice de la flamme 2/ Transporteur à chaîne/ Contrôleurs de rotation+Détecteurs de surintensité moteur+Trappes de bourrage 3/ Élévateurs / Paliers extérieurs+Contrôleur de rotation+Capteurs de déport de sangle+Aspiration des poussières+Disjoncteurs.[...] Tous les détecteurs et contrôleurs disposent d'un renvoi en cas de dysfonctionnement avec un arrêt des manutentions en amont.
<b>Constats :</b>  1/Transporteurs à bandes L'inspection a constaté la présence de détecteurs de déport de bande sur les 4 transporteurs du site. Un test est effectué, à la demande de l'inspection, sur le transporteur TB1 situé dans le silo béton. Le déclenchement du capteur met immédiatement à l'arrêt le transporteur. Il est constaté qu'un dysfonctionnement est bien remonté au synoptique de surveillance et contrôle du site.  2/Transporteurs à chaîne L'inspection a constaté la présence de contrôleurs de rotation, capteurs de température et

capteurs de bourrage sur les transporteurs TR1, TR2 et TC1. L'exploitant indiquant ne pas être en mesure de simuler un bourrage au niveau des détecteurs optiques, aucun test de fonctionnement n'a pu être réalisé.

### 3/Élévateurs

L'inspection a constaté la présence de détecteurs de déport de bande en pied des élévateurs E1, E3, E4 et E6 ainsi qu'en tête de l'élévateur E3

L'inspection a constaté la présence de contrôleurs de rotation et capteurs de température en pied des élévateurs E1, E3, E4 et E6.

Aucun test n'a été demandé par l'inspection pour ces équipements.

Le contrôle par sondage de l'existence de capteurs des installations de transfert de céréales et de leur fonctionnement n'appelle pas d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : système d'aspiration et de filtration

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 17.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque incendie/explosion

### Prescription contrôlée :

Le fonctionnement de la manutention est rendu possible uniquement lorsque le système d'aspiration des poussières fonctionne correctement.

Celui-ci est doublement asservi :

- à la mise en marche du silo, c'est à dire que le système d'aspiration doit fonctionner préalablement aux systèmes de manutention ;
- en cas de panne du système d'aspiration, l'ensilage est interrompu..

[...]

### Constats :

Constat NC1 relevé lors de la visite d'inspection précédente du 20/10/2021 : Des installations de manutention démarrent alors que le système d'aspiration est coupé. Une procédure écrite doit encadrer de manière précise les situations d'urgence pour lesquelles la manutention peut être mise en fonctionnement sans aspiration. De plus, l'exploitant doit mettre en place un dispositif de mise en fonctionnement spécifique et sécurisé pour pouvoir démarrer la manutention sans aspiration.

Par courriel du 05/01/2024, l'exploitant a transmis la consigne de sécurité CS002 du 20/12/2022 qui précise les situations d'urgence pour lesquelles la manutention peut être mise en fonctionnement sans aspiration.

Lors de la visite, l'exploitant explique que les agents sont en mesure de réaliser un forçage de la manutention via le logiciel de supervision.

Le constat NC1 précité est satisfait.

Lors de la visite, deux tests du double asservissement sont réalisés à la demande de l'inspection.

Test 1 : le test est effectué sur un circuit fictif de transfert entre la Fosse 1 et la cellule 12 (silo métallique) via notamment l'élévateur E1 et le transporteur TB4. La coupure de l'aspiration (FAF3)



<p>entraîne l'arrêt de l'ensemble du circuit concerné.</p> <p>Un défaut apparaît sur le synoptique de contrôle. La remise en marche du circuit est impossible.</p> <p>Test 2 : le test est effectué sur un circuit fictif de transfert entre la Fosse 1 et la cellule 3 (silo béton) via notamment l'élévateur E2 et le transporteur TB1. La coupure de l'aspiration (FAF2) entraîne l'arrêt de l'ensemble du circuit concerné.</p> <p>Un défaut apparaît sur le synoptique de contrôle. La remise en marche du circuit est impossible.</p> <p>Le contrôle du double asservissement du système d'aspiration n'appelle pas d'observations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : surveillance et formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie/explosion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement, et notamment les risques relatifs aux poussières. Cette formation fait l'objet d'un plan formalisé. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Documents consultés :</p> <p>fiche de fonction de responsable de site 3ème échelon, établie par AXEREAAL en mars 2021, transmise par courriel du 05/01/2024;</p> <p>fiches personnelles du responsable de secteur et de l'agent de silo, transmises par courriel du 05/01/2024;</p> <p>fiche personnelle du responsable de site;</p> <p>tableau de suivi des formations des 3 salariés du site,</p> <p>compte rendu d'exercice d'évacuation du 28/11/2023, transmis par courriel du 05/01/2024.</p> <p>Les 2 agents permanents du site ainsi que leur responsable sont formés aux risques liés aux silos.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : nettoyage des silos

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie/explosion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Tous les silos, les ventilateurs et extracteurs de poussières, ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p>

<p>La fréquence des nettoyages est fixée par l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Ces opérations font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage doit faire l'objet de consignes particulières visant à limiter l'envol des poussières.</p> <p>La quantité de poussières fines déposées sur les sols ne doit pas être supérieure à 50 g/m<sup>2</sup>. Des dispositifs permettant le contrôle de l'empoussièrement sont mis en place. Des témoins sur le sol (croix peintes, ...) pourront servir de repère pour évaluer le niveau d'empoussièrement.</p> <p>Les zones des silos dans lesquelles la présence de poussière est régulière (stockage des poussières par exemple) sont identifiées par l'exploitant. Le caractère suffisant des mesures de sécurité associées à ces zones doit être justifié par l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Documents consultés :  consigne environnement CE 101 "nettoyage des silos" mise à jour par AXEREAL le 02/08/2012, transmise par courriel du 05/01/2024;  extrait du registre de nettoyage des semaines 39 à 51 en 2023.  L'exploitant procède à des nettoyages réguliers des différentes parties des silos.  Lors de la visite, l'inspection constate que certains témoins au sol sont quasiment effacés, notamment au pied des élévateurs E1 à E5 du silo béton.  L'exploitant déclare utiliser la centrale d'aspiration pour procéder au nettoyage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit procéder à la réfection des témoins de niveau d'empoussièrement au sol afin qu'ils soient parfaitement visibles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2mois</p>

#### N° 8 : moyens de lutte contre les incendies

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie/explosion</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les silos doivent être pourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment :</p>

• d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un est implanté à 200 mètres au plus du danger, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;  
la ressource en eau nécessaire à l'extinction d'un incendie ne pourra être inférieure à 120 m<sup>3</sup>. En cas de recours au réseau public, l'exploitant s'assure par des essais réguliers de la disponibilité de cette ressource au débit et à la pression nécessaires ;

[...]

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

[...]

#### **Constats :**

Constat D2 relevé lors de la visite d'inspection précédente du 20/10/2021 :

Il serait utile de vérifier périodiquement le bon état du raccord du poteau d'aspiration de la réserve d'eau incendie de 120m<sup>3</sup> et d'apposer une pancarte précisant le volume d'eau.

De plus, la fiche relative aux points devant faire l'objet d'une ronde mensuelle mériterait d'être complétée pour y ajouter la réserve d'eau incendie.

Lors de la présente visite, l'exploitant présente la fiche de ronde mensuelle du 12/01/2024 qui mentionne la vérification du bon état du raccord du poteau d'aspiration et de la réserve d'eau. Une pancarte est apposée pour identifier le volume de la réserve.

Lors de la visite, l'exploitant procède, à la demande de l'inspection, à un test de fonctionnement du poteau d'aspiration : l'ouverture de la vanne entraîne une sortie d'eau.

Le constat D2 précité est satisfait.

Toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'un débit et d'une pression suffisants du poteau d'aspiration.

L'exploitant précise qu'un exercice d'entraînement est prévu avec le SDIS en mars ou septembre 2024.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier d'un débit et d'une pression suffisants du poteau d'aspiration de la réserve d'eau.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2mois